

NOTE DE LA REDACTION

Le quatrième trimestre de l'année a été fertile en événements dont la presse périodique s'est fait l'écho mettant l'accent sur les difficultés et la complexité de l'évolution marocaine.

Ces événements et les critiques qui ont été formulées ne peuvent cependant cacher l'importance des réalisations et des résultats obtenus dans un pays qui poursuit son développement à un rythme rapide.

Le bilan, dégagé par le Résident général dans son discours d'ouverture au conseil du Gouvernement (1), est à cet égard significatif.

Il témoigne de l'œuvre accomplie, et montre que l'effort soutenu depuis la fin des hostilités, porte déjà ses fruits.

Dû en grande partie à l'initiative privée qui, en raison du statut international de ce pays, bénéficie de la stabilité d'une politique économique nécessairement inspirée d'une conception libérale de l'Etat, l'essor de l'économie marocaine apparaît clairement à la lecture des statistiques essentielles de la production dont la courbe générale reste, en fin de trimestre, dans la ligne régulièrement ascendante observée ici même de bulletin en bulletin.

Dans presque tous les secteurs les niveaux d'avant-guerre sont largement dépassés.

L'ensemble de la production minière, dont l'indice pondéré (2) s'élève à 255 (base 100 en 1938) au lieu de 209 au cours du 4^me trimestre 1949, atteint de nouveaux records.

La hausse affecte presque tous les produits.

Sensible pour le plomb, le zinc surtout, le manganèse, le cobalt, le sel, etc..., elle est remarquable pour les phosphates dont les « sorties » totales dépassent cette année 4 millions de tonnes et atteignent, pour le seul dernier trimestre, un chiffre voisin de celui de l'année 1938 toute entière.

Signe évident d'une organisation et de meilleures méthodes, conséquence aussi d'une mécanisation plus poussée et de la mise en place d'un équipement moderne, cet accroissement n'a en effet pas entraîné, dans l'ensemble, par rapport à l'année dernière, une augmentation de l'effectif ouvrier qui reste, d'une manière générale, à peu près stable, après avoir marqué, depuis 1945, une progression régulière qui l'avait conduit en 1948-1949 à un chiffre supérieur au double de celui de 1938.

Egalement facilitées par un équipement moderne et des moyens accrus, les recherches de pétrole, qui couvrent environ 1.500.000 hectares, se développent activement (3).

Plus de 79.000 mètres ont été ainsi forés en 1950, tandis que le nouvel et important résultat, enregistré en novembre aux environs de Sidi-Slimane (4), aura sans doute ses répercussions dans la production de pétrole brut, désormais entièrement traitée dans la raffinerie établie en 1949 à Petitjean, et qui, en 1950, a dépassé, avec 39.000 tonnes, le double de celle de l'an dernier.

En même temps, la production charbonnière (5) maintient la régularité de son rythme d'accroissement qui pose de sérieux problèmes d'évacuation, tandis que la consommation intérieure de charbon demeure à peu près stable.

En dépit de leur constante augmentation, ces deux sources d'énergie restent faibles au regard des besoins de la jeune industrie marocaine, encore fragile, et dont l'essor, favorisé par la conjoncture de ces dernières années comme par la protection précaire du contrôle des changes, risque de se heurter, dans un avenir peut-être prochain, à de nouvelles difficultés d'adaptation.

C'est dire l'importance que présente pour ce pays l'effort d'équipement hydro-électrique, et l'intérêt des résultats obtenus, en fin de trimestre, dans ce domaine où l'on enregistre un nouveau record.

Grâce à d'abondantes chutes de pluies, après les dures restrictions de l'été, la production totale d'électricité, a en effet atteint, malgré la diminution de l'effort jusque là imposé aux centrales thermiques, un niveau encore jamais égalé et quatre fois supérieur à celui de 1938 (6).

*
**

Mais si la pluie a ainsi favorisé l'activité industrielle, et si elle demeure, dans ce pays où l'agriculture reste prépondérante, le régulateur de la prospérité économique, elle est souvent aussi, nuisible par son irrégularité, par ses excès même, et par son inégale et anormale répartition.

Les catastrophes, que les précipitations orageuses (7) du trimestre ont successivement entraîné dans le Moyen-Atlas, le Tafilalet, les vallées riffaines, le Rharb, ont permis de mesu-

(3) cf. Note sur l'activité de la S.C.P., p. 89.

(4) cf. Le pétrole au Maroc — Un nouveau résultat, p. 89.

(5) cf. Bilan charbonnier, p. 91.

(6) cf. Production industrielle, énergie électrique, p. 90.

(7) cf. G. Bidault. — Note sur les conditions atmosphériques, p. 61.

(1) cf. Extrait du discours prononcé par le Général d'Armée Juin à la session de novembre-décembre du conseil du Gouvernement, p. 39.

(2) cf. Statistiques de la production minière, p. 86-87.

rer les dangers des pratiques agricoles et d'élevage imprudemment suivies par une population encore inexpérimentée (8).

Elles ont, mieux encore, montré l'importance de l'œuvre à réaliser pour la défense et la restauration des sols qui vient de débiter.

Complétant l'action poursuivie par les services forestiers, depuis le début du Protectorat, pour la défense des forêts, l'augmentation de leur étendue et le reboisement, cette œuvre fait partie de l'ensemble, déjà grand, des mesures prises, ou en cours de développement, pour la mise en valeur des terres marocaines, l'équipement hydraulique agricole auquel d'importants crédits ont été consentis, et pour la modernisation du paysanat. Car il convient surtout d'apprendre au fellah à mieux cultiver pour lui permettre d'élever le rendement de ses exploitations.

Ainsi, se trouve souligné l'intérêt du paysanat dont le rôle de « service public » est désormais définitivement confirmé par l'inscription au budget de l'Etat d'un crédit destiné à couvrir ses frais de fonctionnement et dont l'action de « rayonnement » ne cesse de se développer (9).

Mais les superficies touchées par cette action ne représentent encore que moins de 2 % des terres cultivées par les fellahs. C'est dire l'ampleur de la tâche entreprise et l'importance des moyens financiers nécessaires.

L'œuvre est donc immense en ce domaine où les progrès ne peuvent qu'être lents. La modernisation rurale, comme la défense et la restauration des sols, ou leur mise en valeur, ne pourront être rentables qu'après de longues années.

Aussi bien la constatation, faite au début de cette note, d'un accroissement général et massif de la production ne peut-elle s'appliquer ni toujours ni de la même façon à la production agricole, encore trop étroitement soumise aux aléas saisonniers (10) et pour le développement de laquelle les efforts ne doivent pas faiblir.

*
**

Elle ne s'applique pas non plus à la production artisanale (11) dont la baisse, notée le trimestre précédent, s'accroît en fin d'année.

La production des tapis en 1950 est ainsi inférieure à celle de 1949 pour retomber à un niveau encore plus bas que celui de 1938.

*
**

Si l'on relève, par ailleurs, une reprise, par rapport au 3^me trimestre, des inscriptions de

sociétés nouvelles, leur nombre reste cependant inférieur à celui du 4^me trimestre 1949, tandis qu'augmentent les chiffres des réductions de capital et de dissolutions de sociétés (12).

Ainsi se manifeste peut-être un certain tassement dans les affaires.

En même temps, le nombre de protêts et de liquidations judiciaires s'élève, et surtout, signe certain de nouvelles difficultés, le nombre des faillites ne cesse d'augmenter passant de 12 au 4^me trimestre 1949 et au 1^{er} trimestre 1950, à 16 au 2^me trimestre, 17 au 3^me, pour atteindre 29 au 4^me trimestre de l'année. On jugera de l'importance de ce chiffre en le comparant à la moyenne trimestrielle des années précédentes (8 en 1948, 3 en 1947) (13).

*
**

Sans doute aussi faut-il attribuer à ces difficultés nouvelles la légère baisse relevée dans le mouvement touristique (14), encore qu'il soit difficile ici, comme pour les mouvements migratoires (15), d'avoir une idée précise en raison des imperfections et des insuffisances de la statistique. Cette baisse d'ailleurs ne porte que sur le nombre des touristes français, celui des touristes étrangers maintenant sa progression.

Mais le rendement de l'industrie touristique est étroitement fonction de l'effort hôtelier, actuellement entrepris, qui doit permettre, si les projets sont réalisés, de recevoir d'ici deux ans le double des touristes qu'il est aujourd'hui possible d'accueillir décemment (16).

*
**

Bien qu'il soit difficile de chiffrer les ressources procurées par le tourisme (17), il faut souhaiter que rien ne vienne contrarier cet effort qui devrait conduire à une compensation partielle du déficit chronique de la balance commerciale marocaine dont il importe cependant de noter la nouvelle et sensible amélioration.

S'il ne nous a pas été possible dans ce bulletin, par suite du retard apporté à leur établissement pour des raisons techniques, d'examiner dans leur détail les résultats du commerce extérieur (18), du moins faut-il noter sa progression régulière qui apparaît également dans l'augmentation de l'activité maritime (19) sensible surtout, pour Casablanca et Port-Lyautey, au cours du 4^me trimestre 1950 où ont été atteints les chiffres les plus forts, jusqu'ici connus, des entrées et sorties de navires comme des marchandises manipulées.

(8) cf. J.-P. Challot. — L'agriculture « minière » au Maroc et ses dangers, p. 9.

(9) cf. Paysanat, p. 70.

(10) cf. Note sur la situation agricole au cours du 4^me trimestre, p. 63.

(11) cf. Production artisanale, tapis estampillés, p. 99.

(12) cf. Mouvements des capitaux dans les sociétés, p. 103.

(13) cf. Faillites, hypothèques, p. 102.

(14) cf. Mouvement touristique, p. 114.

(15) cf. Mouvements migratoires — Passages des voyageurs aux frontières du Maroc, p. 142.

(16) cf. Didier Madras. — L'effort hôtelier de la compagnie des C.F.M., p. 124.

(17) cf. Balance des paiements, p. 131.

(18) cf. Commerce extérieur, indices, p. 104.

(19) cf. Transports maritimes — Mouvement des ports, p. 122.

L'essor du commerce extérieur est général tant en ce qui concerne la valeur des marchandises importées et exportées que leur tonnage dont l'ensemble dépasse le double de celui de 1938.

Impression réconfortante, tandis que s'affirme la tendance, constatée en 1949, vers une stabilisation du volume des importations dont l'augmentation est d'une ampleur moindre que les années précédentes, en même temps que vers un accroissement important du tonnage exporté (20). Tendances, qui révèlent, sans doute, que l'essor de la production marocaine et l'amélioration de sa qualité ne sont pas des phénomènes de surface, mais qui ne peuvent masquer la disproportion croissante entre les valeurs moyennes de la tonne importée (2.300 frs en 1938, 62.770 frs en 1950) et de la tonne exportée (600 frs en 1938, 10.800 frs en 1950) ni l'augmentation du pourcentage des produits de consommation dans l'ensemble des importations.

*
**

Ces déséquilibres risquent peut-être de s'accroître avec l'actuelle poussée des prix mondiaux dont le flot montant a déjà touché le Maroc.

Sans doute faut-il se garder en cette matière de généralisations hâtives ; sans doute aussi ne peut-on comparer la tendance actuelle avec celle qui s'était manifestée dans l'immédiat après-guerre, car il n'y a pas aujourd'hui, comme alors, totale pénurie de marchandises et accroissement massif du pouvoir d'achat.

Mais la hausse des prix qui s'est manifestée au cours du second semestre, sous l'influence de la conjoncture mondiale, s'est cependant maintenue sur l'ensemble des prix de gros.

D'ampleur variable suivant les secteurs, elle est surtout devenue sensible à la fin de l'année.

Elle risque ainsi de peser, peut-être gravement, à la fois sur les approvisionnements et sur l'évolution économique et sociale d'un pays dont le niveau d'existence est loin d'être uniquement fonction de ses propres ressources, dont l'équipement n'est pas terminé et dont le marché intérieur commence à peine à se développer.

*
**

Ne faut-il pas craindre, également, que les prix n'entraînent, dans leur montée, l'ensemble des moyens de paiement dont la masse, au moins depuis 1949, a semblé jusqu'ici correspondre exactement à l'accroissement des besoins monétaires ? (21).

Cette masse a cependant marqué une nouvelle progression, passant de 103.110 millions à 106.748 millions du 31 août au 30 septembre

(20) Au cours du 4^{me} trimestre 1950, les marchandises manipulées, à la sortie, dans les ports de Casablanca et de Port-Lyautey ont atteint un volume double de celui des entrées.

(21) cf. Note sur l'évolution de la masse des moyens de paiement de 1946 à 1950, p. 130.

1950 (22), tandis que la tendance hésitante et irrégulière du marché des valeurs à Casablanca (23) dénote l'incertitude de l'époque et la perpétuelle inquiétude des épargnants dont les revenus nouveaux ne peuvent sans danger rester sans emploi.

*
**

La conjoncture internationale et ses incertitudes ont ainsi rendu plus ardu le problème des ressources d'un budget dont l'augmentation continue correspond, sans doute, à l'évolution même du pays, mais dont l'équilibre devient, chaque année, plus difficile à assurer (24) et conduit nécessairement à des aménagements fiscaux (25).

Obligatoirement, le développement de l'équipement économique et l'augmentation plus sensible des dépenses d'équipement social, dont la rentabilité ne peut qu'être à très lointaine échéance, entraînent une constante élévation des dépenses de fonctionnement, en dépit des sévères compressions imposées, en même temps qu'une progression continue des charges de la dette publique.

Ces constatations ont été longuement présentées lors de la discussion du projet de budget pour l'exercice 1951 et l'on n'a pas manqué de manifester à cette occasion de sérieuses inquiétudes, en estimant, au surplus, que les dépenses d'équipement avaient dès maintenant « atteint le niveau maximum compatible avec les possibilités financières du pays » (26).

On note ainsi, une sensible augmentation des dépenses ordinaires, et une légère diminution du budget d'investissement.

Il est cependant permis de se demander, à ce sujet et pour les budgets futurs, si le risque d'endettement n'est pas préférable, dans la conjoncture actuelle, au danger que pourrait présenter l'arrêt d'une économie en plein essor.

Quoiqu'il en soit, ces considérations ont déjà conduit à une plus grande sévérité dans l'usage des ressources dont ce pays dispose et dont la stricte limitation ne lui permet pas de répondre à tous les besoins, souvent pressants, qu'exige son évolution.

*
**

Ainsi en est-il notamment de l'important problème du logement que l'Etat, malgré les

(22) Au 31 décembre l'augmentation porte à nouveau sur la circulation monétaire qui passe à 29.926 millions, correspondant à une hausse de plus d'un milliard 300 millions depuis le début du trimestre. Plus d'un milliard d'augmentation, pendant la même période, est enregistré pour les dépôts aux chèques postaux. Un accroissement à peu près identique est relevé pour les dépôts à la trésorerie générale comme pour ceux à la caisse d'épargne.

(23) L'indice général des cours des valeurs a revu variable à Casablanca est tombé de 2.758 au 17 janvier 1950 à 2.415 au 27 décembre 1950.

(24) cf. Extraits de l'exposé et du rapport du directeur des finances sur le projet de budget pour l'exercice 1951, p. 45 et 46.

(25) cf. Fixation définitive du budget général de l'Etat pour l'exercice 1951, p. 133.

(26) cf. Extrait du rapport général sur le projet de budget pour l'exercice 1951, présenté par M. de Peretti, p. 51.

lourds sacrifices déjà consentis (27), ne peut résoudre seul, mais pour la solution duquel il ne cesse de multiplier ses interventions sous des formes diverses, tandis que les municipalités ont vu, grâce aux ressources nouvelles de la taxe des transactions, leurs budgets augmenter dans de sérieuses proportions (28).

Les « journées de l'habitat », tenues en octobre sur l'initiative du nouveau comité inter-professionnel du logement, ont révélé à la fois l'imprécision des besoins et l'importance d'une question, pour laquelle il n'y a pas une, mais des solutions, et qui intéresse autant, si ce n'est plus, les populations marocaines que les européens. L'augmentation de la construction, d'après des statistiques imparfaites (29) et sujettes à caution, et que confirme sans doute l'accroissement régulier de la production locale et des importations, de plus en plus importantes, de ciments (30), est certes trop faible pour répondre à ces besoins, d'autant que l'épargne ne s'investit pas encore facilement dans le bâtiment.

Le développement du mouvement de concentration urbaine qui ne cesse de s'accroître, accéléré par l'effort d'industrialisation, rend chaque jour plus aiguë cette crise de l'habitat et pose des problèmes sur la gravité desquels on ne saurait trop insister.

Si quelques rares villes nouvelles, comme Fédala (31), ont réussi à trouver une solution à la question des bidonvilles, l'exemple de la situation actuelle de la population marocaine d'origine rurale, sans cadre, sans spécialisation, détachée de plus en plus de ses liens traditionnels, entassée dans la vieille médina de Casablanca dans une étonnante promiscuité, ne peut manquer de faire réfléchir (32).

Sans doute s'agit-il en général de catégories qui se trouvent au plus bas degré de l'échelle sociale et dont le niveau réel d'existence est aujourd'hui supérieur à celui de 1938, mais l'inconnu de l'avenir de cette nouvelle population prolétarienne, dont les normes sociales ont été disloquées, et qui se trouve, déracinée, soumise à toutes les sollicitations, n'en est que plus inquiétant.

**

Que conclure au terme de cet exposé rapide,

(27) cf. E. C. — Pour résoudre la crise du logement, p. 143.

(28) cf. La taxe de transaction et les budgets municipaux, p. 137.

(29) cf. Mouvement de la construction dans les principales villes du Maroc d'après les autorisations de bâtir délivrées, p. 94 et 95.

(30) cf. Matériaux de construction, p. 94.

(31) cf. M. Lamidey. — Fédala, p. 27.

(32) cf. A. Adam. — La population marocaine dans l'ancienne médina de Casablanca, p. 14.

forcément incomplet et qui risque de laisser le lecteur hésitant dans son appréciation ?

Les productions minière et industrielle, le commerce extérieur, les transports sont en constante progression et, d'une manière générale, les indices d'activité atteignent des niveaux encore inégaux.

Le budget est équilibré, les capitaux disponibles restent importants.

Le Maroc s'équipe, il modernise ses installations, perfectionne son outillage et s'efforce d'exploiter plus à fond ses ressources.

Une volonté d'effort, dominée par la recherche du rendement, de la productivité, de l'amélioration, du perfectionnement, l'anime dans tous les secteurs, tandis que s'affirme, aussi fiévreuse, sa vitalité, peut-être désordonnée, mais certaine et irrésistible.

Ses chances restent nombreuses.

Il serait cependant puéril de s'abandonner à une euphorie facile. La production agricole reste insuffisante et lente dans ses progrès, le déficit commercial demeure important, les prix montent, les affaires deviennent plus dures, les marchés extérieurs d'accès plus difficiles, les ressources budgétaires plus incertaines, les problèmes d'adaptation sont chaque jour plus complexes et plus douloureux.

Si les fondations de l'édifice sont solides, l'œuvre, qui n'est pas achevée et qui n'est pas exempte de critiques, devient plus délicate. Chaque progrès suppose désormais de plus graves difficultés à vaincre.

Surtout, les événements internationaux, en risquant de paralyser une action efficace et de compromettre une prospérité péniblement retrouvée, placent ce pays dans une situation pleine d'incertitudes.

La position même du Maroc dans le Monde, l'état encore fragile de son économie, imposent beaucoup de prudence, de précautions et de patience.

Dans une telle conjoncture les pronostics sont impossibles d'autant que la situation se transforme désormais rapidement.

Si l'année 1950 a semblé marquer, surtout au cours du 4^me trimestre, un tournant dans l'évolution marocaine, 1951 ouvrira peut-être une phase décisive pour son avenir.

Résolument tourné vers cet avenir, fort de sa vitalité et de ses possibilités, dans l'ordre, la paix et la discipline que commandent les circonstances actuelles, le Maroc est au travail.

Il peut avec confiance aborder la seconde moitié du siècle.